

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 28 JUILLET 2020

PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt, le vingt-huit juillet à dix-neuf heures,
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Christian GIRARDI, maire.

Étaient présents : 22

MM. Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Eric LE MOINE, Emilie VINCENT, Marie-Thérèse LIPIN, Christophe MELON, Marie-Pierre BIENVENU, James LONGUET, Henri NEBLE, Joël JACOB, Bernadette CAPDEVILLE, Didier CAMPAN, Luz MELON, Estelle LONGUET, Céline BRESSANINI, Paula DA CUNHA RIBEIRO BAPTISTA, Rémy SERGENT, Brigitte LEVEUR, Jean-François SAUVAUD, Michel DAMEZ, Michel PEDURAND, Laurence DUCOS.

Étaient absents : 5

MM. Alain LAFON, Michèle BEUTON, Thierry BORDIN, Martine TOULMONDE, Aline TRABUT.

Pouvoirs de vote : 4

M. LAFON à M. MELON

Mme BEUTON à M. GIRARDI

M. BORDIN à M. NEBLE

Mme TOULMONDE à M. DAMEZ

Secrétaire de séance : Madame Emilie VINCENT

Monsieur SAUVAUD prend la parole en début de séance pour demander s'il n'est pas possible, compte tenu du contexte sanitaire, de faire les conseils municipaux à la salle des fêtes. Ils reçoivent tous les documents en dématérialisé, ils viennent donc avec leur tablette ou leur ordinateur portable alors qu'il y a des moyens techniques à la salle des fêtes.

Monsieur le Maire lui répond que sa remarque est pertinente, le prochain conseil municipal se déroulera donc à la salle des fêtes, qui était prise ce soir par le Syndicat Intercommunal des Transports Scolaires pour leur Assemblée Générale.

VIE DU CONSEIL MUNICIPAL

Election de représentants auprès du CCAS d'Aiguillon

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal l'exposé suivant :

Pour faire suite au renouvellement général de l'équipe municipale les 15 mars et 28 juin 2020, il est nécessaire de procéder à l'élection des représentants de la commune au sein des organismes extérieurs dont elle est membre.

Ainsi, les statuts du CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) de la commune d'Aiguillon prévoient que le Conseil municipal doit :

- fixer le nombre des membres du conseil d'administration (au maximum huit membres élus en son sein et huit membres nommés par le maire) ;
- élire les représentants élus auprès de cet organisme (au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Le scrutin est secret.)

Les membres nommés par le maire ou le président de l'EPCI sont choisis parmi les personnes participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans la commune.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour
0 voix contre
0 abstention

- **FIXE** le nombre de membres du conseil d'administration du CCAS de la commune à : huit (quatre élus, 4 nommés), en plus du Président,
- **PROCEDE** à l'élection des représentants auprès du CCAS suivante :
Après avoir procédé à l'appel à candidature, une liste de 4 membres se présente, composée de :

Civilité	Prénom	Nom	Fonction élective	qualité
Mme	Emilie	VINCENT	Adjoint au Maire	délégué titulaire
Mme	Paula	DA CUNHA RIBEIRO BAPTISTA	CM majorité	délégué titulaire
Mme	Marie-Pierre	BIENVENU	CM majorité	délégué titulaire
Mme	Brigitte	LEVEUR	CM opposition	délégué titulaire

Après avoir procédé au vote à main levée, les résultats obtenus par chaque liste sont les suivants :

Liste présentée :26 voix

Compte tenu du vote, l'ensemble des membres de la liste présentée sont élus pour représenter le Conseil municipal au sein du CCAS.

- **MANDATE** Monsieur le Maire pour en informer l'organisme concerné.

Publié le 11/08/2020

Visa Préfecture le 29/07/2020

* * * * *

Election de représentants auprès de la Maison de retraite d'Aiguillon (EHPAD)

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal l'exposé suivant :

Pour faire suite au renouvellement général de l'équipe municipale les 15 mars et 28 juin 2020, il est nécessaire de procéder à l'élection des représentants de la commune au sein des organismes extérieurs dont elle est membre.

Les statuts de la Maison de retraite d'Aiguillon (Etablissement Hébergeant des Personnes Âgées Dépendantes) prévoient que :

- le Maire est président de droit du Conseil d'Administration,
- le Conseil municipal doit procéder à l'élection de deux autres représentants au sein du Conseil d'administration ;
- une personne est désignée en fonction de ses compétences dans le champ d'intervention de l'établissement en matière d'action sociale ou médico-sociale.

Il appelle le Conseil à désigner aussi un représentant parmi les associations appartenant au collège des personnes âgées à la CNSA et présentes dans le ressort territorial, pour siéger au sein du Conseil d'Administration.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

20 voix pour

0 voix contre

6 abstentions (Brigitte LEVEUR, Jean-François SAUVAUD, Michel DAMEZ, Michel PEDURAND, Laurence DUCOS, Martine TOULMONDE)

- **ELIT** ses représentants auprès de la Maison de retraite d'Aiguillon suivants :

Civilité	Prénom	Nom	Fonction élective	Qualité
M.	Christian	GIRARDI	MAIRE	Président de droit
Mme	Emilie	VINCENT	CM Majorité	Délégué titulaire
Mme	Marie-Pierre	BIENVENU	CM Majorité	Délégué titulaire

- **MANDATE** Monsieur le Maire pour en informer l'organisme concerné.

Publié le 11/08/2020

Visa Préfecture le 29/07/2020

Election de délégués au Syndicat Départemental EAU 47

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la commune d'Aiguillon a transféré au Syndicat EAU47 ses compétences « Eau potable » et « Assainissement collectif » par délibération en date du 18 septembre 2018 ;

Suite aux dernières élections municipales, il est donc nécessaire que le conseil municipal propose à la Communauté de Communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas des délégués représentant la collectivité au sein du Comité du Syndicat EAU47 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.5711-1 et L.5211-7 du CGCT et conformément aux règles définies dans l'article 4 des statuts d'EAU47 ;

Considérant qu'il convient de proposer 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants à la Communauté de Communes ;

Considérant que le conseil municipal doit procéder à l'élection des délégués à main levée à la majorité des suffrages ;

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour
0 voix contre
0 abstention

- **ELIT** les représentants suivants auprès du Syndicat Départemental EAU 47 :

Civilité	Prénom	Nom	Fonction élective	Qualité
M.	Christophe	MELON	Adjoint au maire	Représentant titulaire
M.	James	LONGUET	Adjoint au maire	Représentant titulaire
Mme	Catherine	LARRIEU	Adjointe au maire	Représentant suppléant
M.	Jean-François	SAUVAUD	CM Opposition	Représentant suppléant

- **MANDATE** Monsieur le Maire pour en informer l'organisme concerné.

Publié le 11/08/2020
Visa Préfecture le 29/07/2020

Désignation d'un représentant de la Commune d'Aiguillon à l'Assemblée Générale des actionnaires de la SEML du Confluent

Monsieur le Maire rappelle que la Commune d'Aiguillon est adhérente à la Société d'Economie Mixte Locale du Confluent (SEML), qui est une société d'insertion ayant pour objet le tri des ordures ménages.

Monsieur le Maire explique que le capital de la SEML se décompose de la façon suivante :

- 50,20 % Valorizon
- 27,86 % SMICTOM LGB
- 20,01 % Veolia
- 1,93 % Communes adhérentes.

Les statuts de la SEML prévoient la désignation par l'Assemblée Général d'un représentant des communes au sein du Conseil d'Administration.

Il convient en conséquence de désigner un représentant de la Ville d'Aiguillon afin de prendre part à l'Assemblée Générale de la Société.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour
0 voix contre
0 abstention

- **DESIGNE** pour représenter la Commune d'Aiguillon à l'Assemblée Générale des actionnaires des communes en vue de la nomination d'un représentant au Conseil d'administration de la société :

Civilité	Prénom	Nom	Fonction élective	Qualité
M.	Christian	GIRARDI	Maire	Représentant

- **MANDATE** Monsieur le Maire pour en informer l'organisme concerné.

Publié le 11/08/2020

Visa Préfecture le 29/07/2020

* * * * *

Monsieur le Maire dit qu'il fait acte de candidature car il sera certainement représentant de la Communauté de Communes au SMICTOM, le problème des collectes des déchets ou des encombrants est un problème crucial, on va avoir des décisions très importante à prendre, c'est pourquoi il décide d'y aller lui-même.

Monsieur SAUVAUD lui dit que les communes adhérentes sont au nombre d'une vingtaine, il faut aussi que les autres communes acceptent la désignation d'un délégué d'Aiguillon pour toutes les représenter, après sa candidature lui paraît logique, mais il faut que toutes les communes ou la majorité la valide.

Monsieur le Maire répond que cela ne représente pas un gros problème et qu'ils le verront bien.

Monsieur SAUVAUD ajoute qu'il préfère le préciser car il a l'impression qu'Aiguillon s'impose.

Monsieur le Maire répond qu'il y a des discussions au sein de la Communauté de Communes et que les choses ne sont pas faites à la légère, sa candidature est judicieuse en toute humilité.

FINANCES

Débat d'Orientation Budgétaire

En vertu de l'article L.2312 – 1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire propose à l'assemblée de tenir le débat sur les orientations budgétaires (DOB) préalable au vote des budgets primitifs 2020 de la Commune.

L'article L.2312-1 du CCGT a été modifié par l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Désormais, la délibération prend non seulement acte de la tenue du DOB mais fait également l'objet d'un vote de l'assemblée délibérante.

Monsieur le Maire présente à cet effet le rapport d'orientation budgétaire destiné à éclairer le vote des élus.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour
0 voix contre
0 abstention

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L2312-1,

- **PREND ACTE** de la tenue du débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2020.
- **ADOpte** le débat d'orientation budgétaire 2020 sur la base du rapport ci—annexé.

Publié le 11/08/2020

Visa Préfecture le 29/07/2020

* * * * *

Monsieur le Maire tient à souligner l'esprit républicain de Monsieur SAUVAUD de ne pas avoir voté le budget avant les élections et il salue ce geste, il s'agit donc ici de voter un budget construit par l'ancienne municipalité. Il précise que cela ne le gêne pas de le voter, il a été étudié, par le passé le budget a très souvent été voté à l'unanimité donc il ne s'agit pas de « chipoter » ici. Monsieur le Maire laisse la parole à la Directrice Générale des Services, Madame Sandrine CURIE, pour la présentation du rapport d'orientation budgétaire.

1 - Les Dépenses de fonctionnement

La hausse enregistrée sur le total des dépenses de fonctionnement + 9.28% est exclusivement liée à la variation à la hausse des opérations d'ordre. Celles-ci sont très impactantes notamment en 2018 et en 2019 compte tenu des écritures patrimoniales liées aux ventes d'immeubles.

Pour mémoire, ces opérations comptables sont neutres dans le résultat global de clôture.

La baisse des dépenses réelles de gestion courantes (hors charges exceptionnelles) : 2.5% sur la période 2014-2019, représente en valeur – 106 621 €.

FONCTIONNEMENT	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Evol CA2019/ CA2018	Evol CA2019/ CA2014
Opérations réelles	4 357 521 €	4 469 367 €	4 374 448 €	4 361 800 €	4 401 759 €	4 251 824 €	-3,41%	-2,43%
011 Charges à caractère général	1 043 741 €	1 024 622 €	959 623 €	918 560 €	953 285 €	860 622 €	-9,72%	-17,54%
012 Charges de personnel et frais assimilés	2 642 192 €	2 622 965 €	2 693 623 €	2 752 202 €	2 764 741 €	2 687 793 €	-2,78%	1,73%
014 Atténuation de produits	3 894 €	- €	- €	- €	- €			
65 Autres charges de gestion courantes	531 150 €	680 058 €	591 702 €	533 743 €	563 488 €	565 941 €	0,44%	6,55%
Dont total dépenses de gestion	4 220 977 €	4 327 644 €	4 244 948 €	4 204 505 €	4 281 513 €	4 114 355 €	-3,90%	-2,53%
66 Charges financières	133 829 €	138 362 €	128 384 €	126 163 €	117 405 €	113 073 €	-3,69%	-15,51%
67 Charges exceptionnelles	2 716 €	3 361 €	1 116 €	31 132 €	2 841 €	4 395 €	54,73%	61,83%
68 Dotations aux provisions						20 000 €		
Opérations d'ordre	139 123 €	158 921 €	134 753 €	124 593 €	302 378 €	662 110 €	119%	376%
042 Régul comptable suite cessions biens	15 530 €	31 000 €			176 263 €	557 366 €		
Dotations aux amortissemnt	123 593 €	127 921 €	134 753 €	124 593 €	126 115 €	104 744 €		
Dépenses de fonctionnement – Total	4 496 644 €	4 628 288 €	4 509 201 €	4 486 393 €	4 704 138 €	4 913 934 €	4,46%	9,28%

■ Les charges à caractère général 2014-2019

Représentent en 2019, 20% du total des dépenses de gestion (contre 22% en 2018)

Les charges à caractère général baissent sur la période de 17.54 % soit – 183 119 €.

- Mise en place des enveloppes budgétaires et des responsables gestionnaires,
- Amélioration des achats (marché achats de fournitures courantes et contrats de maintenance, mutualisation des achats et services).

Chapitre 011
Charges à caractère général

A jour au 31/12/2019

Nature des dépenses	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Structure 2019
Eau-Assainissement-Energies-Carburants- Combustibles 60611 /60612 /60621/60622	259 537 €	242 998 €	182 751 €	297 157 €	231 355 €	26,88%
Alimentation (Restauration scolaire principalement) 60623	69 300 €	77 169 €	75 070 €	86 523 €	91 681 €	10,65%
Fournitures liés aux besoins; Réparation-Entretien-Matériel- Biens mob&imob 6068/60624/60628/60631/60632/60633	140 846 €	133 287 €	151 836 €	139 141 €	119 231 €	13,85%
Fournitures autres (Moyens généraux et Média) 60636/6064/6065/6182/6184/6251	46 168 €	31 197 €	29 429 €	30 092 €	31 495 €	3,66%
Fournitures scolaires et Transports scolaires 6067/6247	38 914 €	36 197 €	32 140 €	32 605 €	33 506 €	3,89%
Les prestations de services-Maintenance et entretein Locaux 611/6132/6135/614/6156	85 148 €	82 183 €	114 901 €	120 077 €	119 771 €	13,92%
Entretien terrain-Bâtiment-Voirie-Mobilier 61521/61522/61523/61528/61528/61551/61558/6283/6288	119 935 €	155 691 €	127 805 €	53 313 €	52 270 €	6,07%
Assurances RC-DAB-Flotte auto 6161/6168	74 091 €	74 442 €	32 454 €	33 963 €	35 918 €	4,17%
Actes contentieux-Notaire-Géomètre-Comptable 617/6225/6226/6227/6228/6231	29 080 €	29 029 €	51 223 €	39 055 €	13 519 €	1,57%
Communication-Publication-FC-Evenements 6232/6236/6237/6238/6257/6282	30 012 €	25 257 €	34 135 €	50 348 €	53 899 €	6,26%
Frais tél et affranchissement 6261/6262	37 738 €	38 100 €	37 918 €	34 204 €	33 729 €	3,92%
impôt-Taxes + Contributions 63512/63513/6355/6358/6281	93 855 €	34 071 €	48 899 €	36 808 €	44 247 €	5,14%
TOTAL CA	1 024 624 €	959 623 €	918 560 €	953 285 €	860 622 €	100,00%

■ Les charges de personnel 2014-2019

Elles représentent 63% des dépenses de gestion et progressent de 1.73 % sur la période de 2014 à 2019 soit + 45 600 €.

La progression de la charge de personnel sur la période en considérant les atténuations de charges liées au remboursement de l'assurance statutaire, est ramenée à 1.18% sur la période 2014-2019.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	<i>Evolution 2019/2014</i>	
Dépenses de personnel	2 642 192 €	2 622 965 €	2 693 623 €	2 752 202 €	2 764 741 €	2 687 793 €	45 601 €	1,73%
Atténuation de charges de personnel	46 701 €	46 014 €	70 046 €	84 573 €	106 080 €	61 557 €		
Solde net	2 595 491 €	2 576 951 €	2 623 577 €	2 667 629 €	2 658 661 €	2 626 236 €	30 745 €	1,18%

La commune a enregistré sur la période 2014- 2019 :

- L'effet du glissement vieillesse technicité, du PPCR – « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » – qui a revalorisé les grilles indiciaires et les perspectives de carrière des catégories A, B et C sur les années 2016 et 2017. Le PPCR a été reporté en 2018 mais a été à nouveau applicable en 2019.
- L'organisation mutualisée de services : ATSEM présentes sur l'ALSH en période de petites vacances, adaptation des emplois du temps selon les besoins de service,

remplacement en fonction des besoins hors service enfance (remplacement permanent).

■ Les charges de gestion courante 2014-2019

Elles représentent 13% des dépenses de gestion et progressent de 6.55% sur la période de 2014 à 2019 soit + 34 791 €.

Les charges de gestion courantes recouvrent principalement les indemnités des élus, les subventions versées aux associations et les contributions obligatoires (Sdis, Sdee47 ; chenil départemental...).

2 – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Evol CA2019/ CA2018	Evol CA2019/ CA2014
Opérations réelles		5 131 860 €	5 095 838 €	4 940 670 €	5 291 305 €	5 196 664 €	5 431 250 €	4,51%	5,83%
013	Atténuations de charges	46 701 €	46 014 €	70 046 €	84 573 €	106 080 €	61 557 €	-41,97%	31,81%
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	570 764 €	543 453 €	234 978 €	242 083 €	246 497 €	268 360 €	8,87%	-52,98%
73	Impôts et taxes	2 651 348 €	2 598 934 €	2 630 818 €	2 702 779 €	2 726 737 €	2 819 467 €	3,40%	6,34%
74	Dotations, subventions et participations	1 664 299 €	1 636 446 €	1 790 280 €	1 847 791 €	1 789 195 €	1 862 496 €	4,10%	11,91%
75	Autres produits de gestion courante	159 449 €	159 889 €	159 801 €	160 420 €	166 260 €	131 685 €	-20,80%	-17,41%
Dont total recettes de gestion		5 092 561 €	4 984 735 €	4 885 923 €	5 037 645 €	5 034 768 €	5 143 564 €	2,16%	1,00%
76	Produits financiers	25 €	8 €	8 €	7 €	7 €	7 €		
77	Produits exceptionnels (dont ventes immob.)	39 275 €	111 094 €	54 740 €	253 653 €	161 889 €	287 679 €		
Opérations d'ordre		30 €	9 500 €	46 717 €	45 008 €	61 001 €	342 790 €		
042	Régul comptable suite cessions biens	30 €	9 500 €	46 717 €			280 965 €		
	Travaux en régie				45 008 €	61 001 €	46 641 €		
	reprise sur provision						15 184 €		
Recettes de fonctionnement avant résultat reporté		5 131 890 €	5 105 338 €	4 987 387 €	5 336 312 €	5 257 665 €	5 774 040 €	9,82%	12,51%
R 002 Excédent de fonctionnement reporté N-1		-	408 706	863 544	689 835	819 008	715 646		
TOTAL recettes de fonctionnement		5 131 890	5 514 044	5 850 931	6 026 148	6 076 673	6 489 686	6,80%	26,46%

Grâce aux produits exceptionnels (Contentieux crèche, vente de deux logements et de pôle emploi), les recettes réelles progressent de presque 6%.

Les recettes de gestion stagnent sur la période 2014-2019 : +1 %

■ Les produits du Domaine 2014-2019

Ce poste représente 5% de nos recettes.

Pour mémoire : en 2016 arrêt de la refacturation auprès du budget annexe de la crèche, des frais de personnel considérant l'intégration de ce budget dans le budget principal (refacturation de la crèche qui représentait en 2015, 352 k) –

Après retraitement des données afin de neutraliser l'intégration du budget annexe crèche dans le budget principal, on enregistre une progression sur ce chapitre. La facturation des services restauration scolaire, accueil périscolaire et ALSH auprès des familles compose 82% de ces

recettes.

Les recettes liées aux redevances de ces services ont augmenté sous le double effet de la hausse de fréquentation et de la hausse cumulée des tarifs sur la période 2014-2019.

■ Les recettes fiscales 2014-2019

Ce poste représente 52% des RRF°

Le chapitre 73, impôts et taxes progresse sur la période 2014-2019 de 6.34 %, +168 119 €.

90% des recettes de ce chapitre correspondent aux 4 taxes fiscales que sont la taxe d'habitation, la taxe foncière sur les propriétés bâties, la taxe foncière sur les propriétés non bâties, la Cotisation foncière des entreprises.

Le produit fiscal brut (Hors allocations compensatrices et rôles supplémentaires) progresse de 12%

+ 260 882 €. L'évolution de la fiscalité des « 4 taxes » est uniquement imputable à l'évolution des bases, les taux étant inchangés depuis 2014.

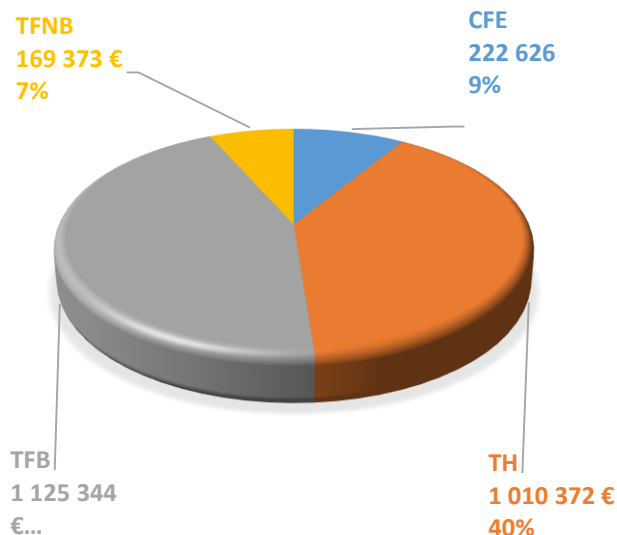
Evolution des bases 2019/2014					Total
	CFE	TH	TFB	TFNB	
BASES	16%	10%	14%	3%	
PRODUIT Suuplémentaires (Hors RS)	30 993 €	89 196 €	135 434 €	5 260 €	260 882 €

La progression du produit fiscal - tout confondu - est moindre car en 2014, la commune a bénéficié d'un rôle supplémentaire conséquent : 134 952 €, cela ne s'est jamais reproduit sur la période 2015-2019.

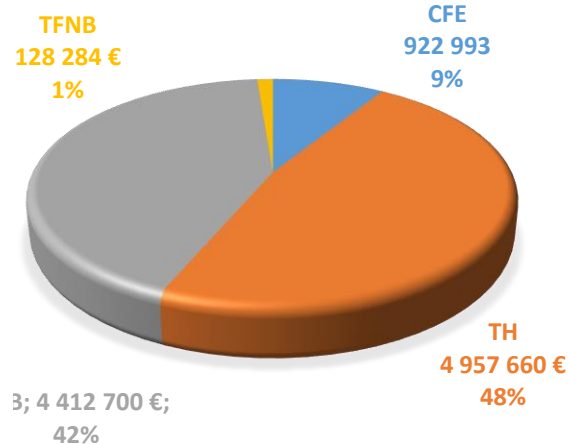
Les autres recettes fiscales progressent +15% +24056 € sur la période 2014-2019 :

	2015	2016	2017	2018	2019	2019/2014
CVAE	87 117 €	98 445 €	87 499 €	96 269 €	92 805 €	7%
GIR	15 120 €	15 118 €	15 118 €	15 102 €	15 114 €	0%
IFER	18 102 €	13 323 €	15 590 €	13 423 €	22 307 €	23%
TASCOM	42 760 €	42 151 €	44 010 €	44 226 €	56 929 €	33%
TOTAL	163 099 €	169 037 €	162 217 €	169 020 €	187 155 €	15%

STRUCTURE 2019 DES PRODUIT BRUTS DE LA FISCALITÉ DIRECTE



STRUCTURE 2019 DES BASES DE LA FISCALITÉ DIRECTE



■ **Les subventions et dotations (Etats et autres organismes)**

Ce poste représente 35.6 % de nos recettes.

Les subventions, dotations et participations ont progressé de 12% ; +198 197 € sur la période 2014-2019.

Cette progression ne reflète pas les distorsions dans l'évolution des recettes de ce chapitre.

Structure des recettes de ce chapitre en 2019 :

- DGF : 65%
- Prestations CAF et MSA : 20%
- Fonds de concours Communauté : 3%
- Compensations fiscales :12%

En 2016, introduction dans ce chapitre de recettes nouvelles liées aux prestations de service de la CAF et de la MSA jusque-là intégrées dans le budget annexe de la crèche. Si on neutralise l'intégration du budget annexe crèche dans le budget principal, le **chapitre 74 enregistre une baisse de 6% ; - 103 k€.**

En effet :

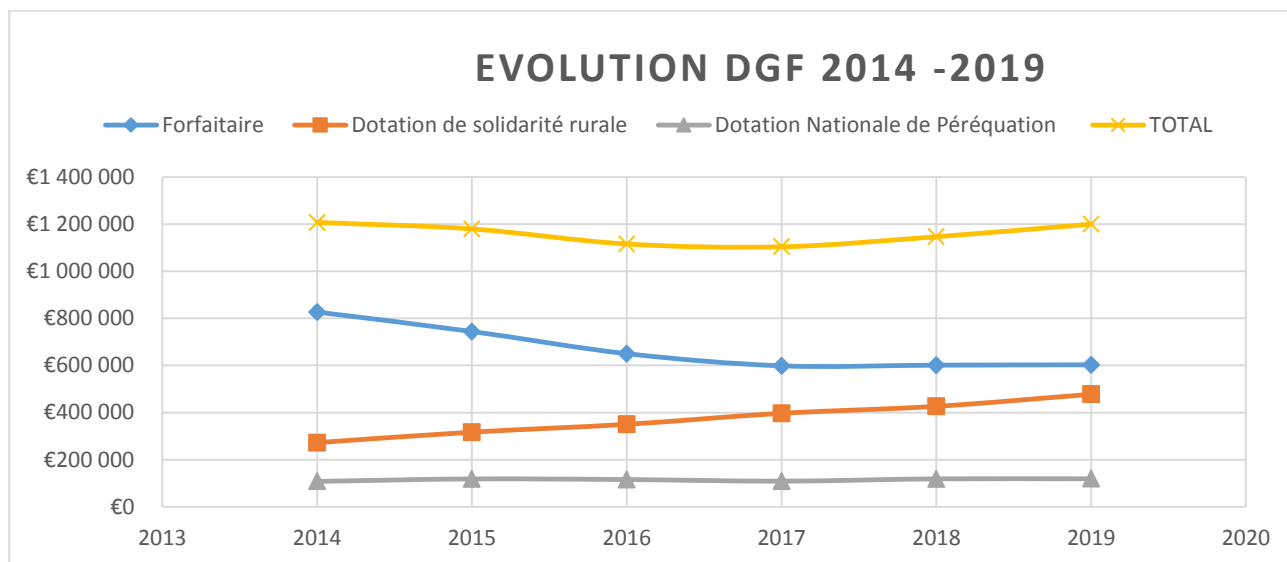
- Baisse de la dotation forfaitaire : - 223 838 k€ sur la période 2014-2019, principale dotation de l'Etat. La baisse de la dotation forfaitaire a été amortie par une hausse conséquente de la dotation de solidarité rurale : + 205 384 € entre 2014 et 2019.
- Baisse des fonds de concours versé par la Communauté de Communes : - 40 k€
- Fin des contrats aidés 20 K€ en moyenne annuelle sur la période 2014-2018.
- Les compensations fiscales :12% - elles sont stables sur la période 2014-2019 : 214 000 € / an
(en moyenne)

La hausse de ce chapitre s'explique donc par l'introduction en 2016 des prestations de services CAF et MSA de la crèche, recettes jusque-là encaissées sur le budget annexe crèche. Ces recettes enregistrent une progression en lien avec la fréquentation des services et notamment avec :

- L'accueil périscolaire,
- Les TAP (fonds d'amorçage environ 40 000 € /an depuis 2015),
- L'ALSH (hausse de fréquentation en 2018-2019)
- Autres activités jeunesse (Chantier jeune, Activ ados, ...)

DGF 2014 -2019 :

ANNEES	Forfaitaire	Dotation de solidarité rurale	Dotation Nationale de Péréquation	TOTAL	Variation annuelle en valeur
2014	826 418 €	272 295 €	108 049 €	1 206 762 €	
2015	743 909 €	316 704 €	118 655 €	1 179 268 €	-27 494 €
2016	649 912 €	350 205 €	115 964 €	1 116 081 €	-63 187 €
2017	598 256 €	396 837 €	109 080 €	1 104 173 €	-11 908 €
2018	601 079 €	426 510 €	118 875 €	1 146 464 €	42 291 €
2019	602 580 €	477 679 €	119 116 €	1 199 375 €	52 911 €
					-7 387 €
2019/2014	-223 838 €	205 384 €	11 067 €	-7 387 €	



■ Autres produits de gestion courante 2014-2019

Ce poste représente 2 % de nos recettes de gestion

Il s'agit des recettes liées à la location de nos biens et de la refacturation des charges auprès de nos locataires notamment Pôle emploi et Solincité de 2017 à 2019.

Elles baissent sur la période de 17,4% compte tenu de la vente de deux biens immobiliers productifs de revenus.

■ Produits exceptionnels

Ces recettes très variables d'une année à l'autre enregistrent principalement les ventes de biens communaux et le remboursement de sinistres.

- En 2018 : vente logement perception 95 000 € et maison 41 790 €
- En 2019 : vente pôle emploi 270 000 €

3 - L'ENDETTEMENT & LES RESULTATS COMPTABLES ET FINANCIERS

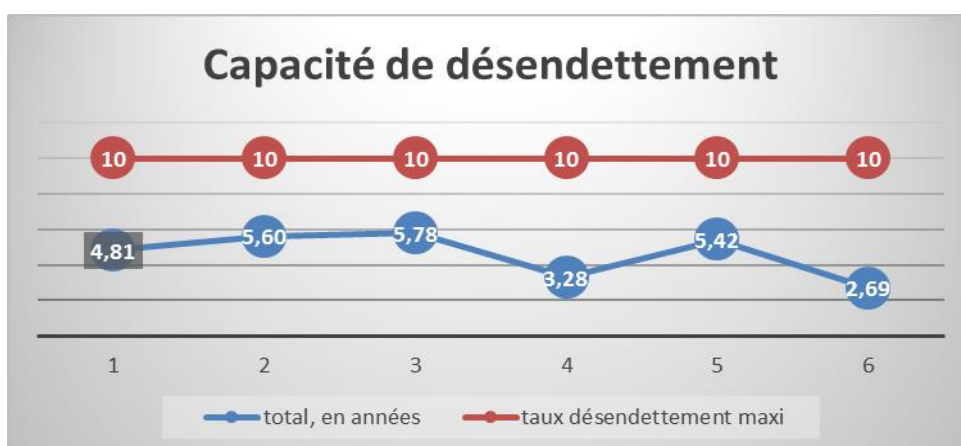
Tableau de la dette

■ 1- Evolution de la dette 2014-2019

Année	Capital de départ	Capital	Intérêts	Total versement	Capital restant	Diminution de la dette 2014/2019	
2014	3 432 262 €	207 242 €	140 068 €	347 310 €	3 279 912 €		
2015	3 279 912 €	216 633 €	142 740 €	359 373 €	3 497 739 €		
2016	3 497 739 €	234 168 €	141 699 €	375 867 €	3 263 571 €		
2017	3 263 571 €	220 511 €	131 875 €	352 386 €	3 043 060 €		
2018	3 043 060 €	220 536 €	122 183 €	342 719 €	3 422 524 €		
2019	3 422 524 €	260 838 €	119 435 €	380 273 €	3 161 686 €	- 270 576 €	-8%
2020	3 161 686 €	274 971 €	107 740 €	382 711 €	2 886 715 €		
Total		1 634 898 €	905 739 €	2 540 638 €			

ÉVOLUTION DE LA DETTE	Au 31.12.2014	Au 31.12.2015	Au 31.12.2016	Au 31.12.2017	Au 31.12.2018	Au 31.12.2019
Montant total dette en capital						
CRD au 31.12 de N – 1	3 432 262	3 725 020	3 508 387	3 274 219	3 053 708	3 433 172
- Rembt annuité en capital	207 242	216 633	234 168	220 511	220 536	260 838
+ Emprunts nouveaux	500 000		0	0	600 000	
<i>total</i>	3 725 020	3 508 387	3 274 219	3 053 708	3 433 172	3 172 334
CRD - Capital amortissement réel		3 497 739	3 263 571	3 043 060	3 422 524	3 161 686
évol/ N-1	-69 698 -2%	-216 633 -6%	-234 168 -7%	-220 511 -7%	379 464 11%	-260 838 -8%
Capacité de désendettement (maxi 10 ans)						
CRD au 31.12 de N	3 725 020	3 508 387	3 274 219	3 053 708	3 433 172	3 172 334
Epargne Brute de N	774 339	626 470	566 222	930 036	633 009	1 179 425
<i>total, en années</i>	4,81	5,60	5,78	3,28	5,42	2,69
taux désendettement maxi	10	10	10	10	10	10
Dettes en euros/ hab						
Dettes en € / hab	823	774	732	680	762	701
évol/ N-1	72 10%	-49 -6%	-52 -7%	-52 -7%	82 12%	-61 -8%

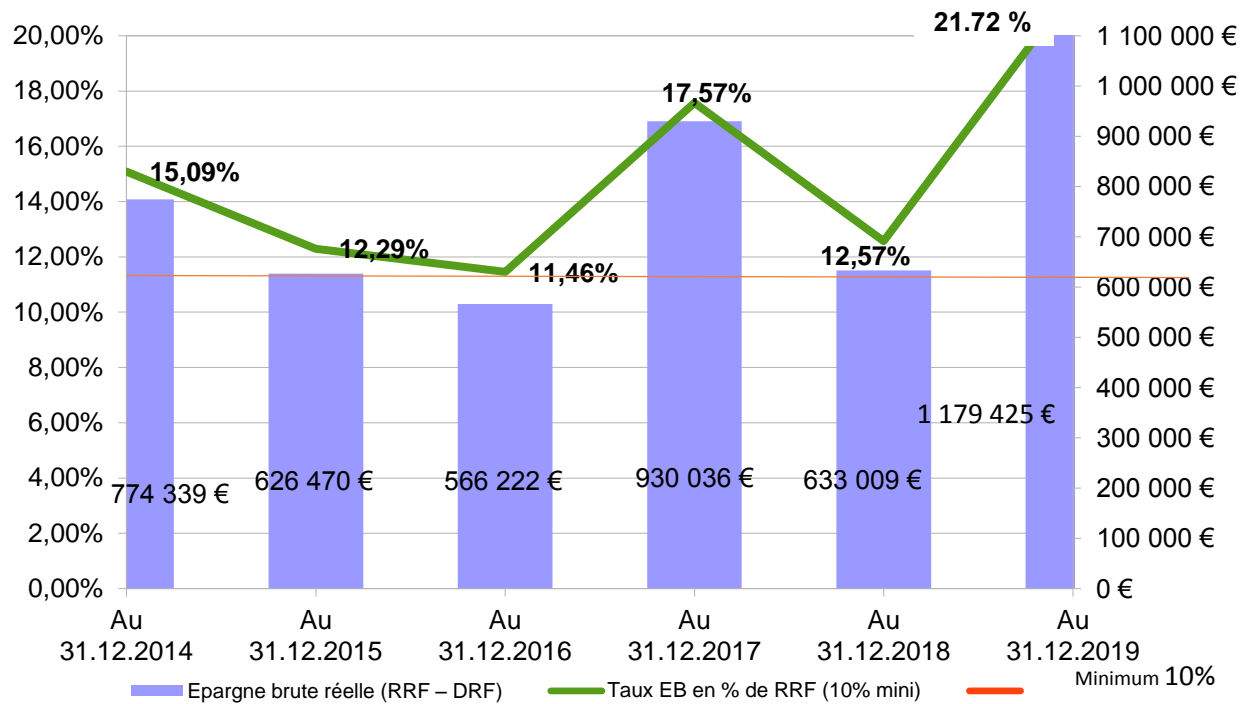
■ 2 - Evolution de la capacité de désendettement 2014-2019



■ 3 - Evolution à venir de la dette
600 000 € consolidés en 2020 – 1ère échéance en 2021

Année	Capital de départ	Capital	Intérêts	Total versement	Capital restant
2019	3 422 524 €	260 838 €	119 435 €	380 273 €	3 161 686 €
2020	3 161 686 €	274 971 €	107 740 €	382 711 €	3 486 715 €
2021	3 486 715 €	273 002 €	103 124 €	376 126 €	3 213 713 €
2022	3 213 713 €	228 489 €	93 556 €	322 045 €	2 985 224 €
2023	2 985 224 €	196 218 €	85 642 €	281 860 €	2 789 006 €
2024	2 789 006 €	186 440 €	79 524 €	265 964 €	2 602 565 €
2025	2 602 565 €	192 231 €	73 435 €	265 666 €	2 410 334 €
2026	2 410 334 €	198 284 €	67 221 €	265 505 €	2 212 050 €
2027	2 212 050 €	204 172 €	60 737 €	264 908 €	2 007 878 €
2028	2 007 878 €	163 969 €	54 251 €	218 221 €	1 843 909 €
2029	1 843 909 €	158 819 €	49 874 €	208 693 €	1 685 090 €
2030	1 685 090 €	162 990 €	45 554 €	208 544 €	1 522 100 €
2031	1 522 100 €	167 335 €	41 067 €	208 402 €	1 354 765 €
2032	1 354 765 €	171 862 €	36 466 €	208 328 €	1 182 903 €
2033	1 182 903 €	176 578 €	31 565 €	208 142 €	1 006 326 €
2034	1 006 326 €	181 493 €	26 532 €	208 025 €	824 833 €
2035	824 833 €	186 616 €	21 300 €	207 916 €	638 217 €
2036	638 217 €	183 331 €	15 886 €	199 218 €	454 885 €
2037	454 885 €	188 551 €	10 553 €	199 103 €	266 335 €
2038	266 335 €	173 364 €	5 031 €	178 395 €	92 971 €
2039	92 971 €	60 110 €	1 135 €	61 246 €	32 860 €
Total		3 989 664 €	1 129 627 €	5 119 291 €	

ÉVOLUTION DE L'ÉPARGNE BRUTE 2014-2019



■ 4- Résultats financiers

	Dépenses	Recettes	Epargne brute (réel de l'exercice). Mini : 10%	Résultat de l'exercice (réel + ordre)	Résultat global (réel + ordre + reports)	Capacité de désendettement (en années). Maxi : 10 années
CA 2019						
Fct réel de l'ex	4 251 825	5 431 250	1 179 425 21,72%			CRD au 31.12 de N désend. 3 161 686 2,68
Fct total de l'exercice	4 913 934	5 774 040		860 106		
Fct total avec reports	4 913 934	5 774 040			860 106	
Mt sans RAR	<u>3 539 361</u>	<u>3 545 404</u>			<u>6 043</u>	
Total	8 453 295	9 319 444			866 149	
	Dépenses	Recettes	Epargne brute (réel de l'exercice). Mini : 10%	Résultat de l'exercice (réel + ordre)	Résultat global (réel + ordre + reports)	Capacité de désendettement (en années). Maxi : 10 années
CA 2018						
Fct réel de l'ex	4 401 759	5 034 768	633 009 12,57%			CRD au 31.12 de N désend. 3 389 088 5,35
Fct total de l'exercice	4 704 138	5 257 665		553 527		
Fct total avec reports	4 704 138	5 257 665			553 527	
Mt sans RAR	<u>2 421 296</u>	<u>2 363 851</u>			<u>-57 445</u>	
Total	7 125 434	7 621 516			496 082	
	Dépenses	Recettes	Epargne brute (réel de l'exercice). Mini : 10%	Résultat de l'exercice (réel + ordre)	Résultat global (réel + ordre + reports)	Capacité de désendettement (en années). Maxi : 10 années
CA 2017						
Fct réel de l'ex	4 361 800	5 291 836	930 036 17,57%			CRD au 31.12 de N désend. 3 054 524 3,28
Fct total de l'exercice	4 486 393	5 336 843	650 636 12,30%	850 450		
Fct total avec reports	4 486 393	5 336 843	A noter Epargne brute hors produit exceptionnel Crèche: 650 036 € Epargne brute ramenée à 12,10%		850 450	A noter Capacité de désendettement hors produit exceptionnel Crèche: 4,42 ans
Mt sans RAR	<u>1 475 829</u>	<u>927 350</u>			<u>-548 480</u>	
Total	5 962 222	6 264 193			301 970	
CA 2016						
Fct réel de l'ex	4 374 448	4 940 670	566 222 11,46%			CRD au 31.12 de N désend. 3 228 462 5,70
Fct total de l'exercice	4 509 201	4 987 387		478 186		
Fct total avec reports	4 509 201	4 987 387			478 186	
Mt	<u>1 175 694</u>	<u>788 112</u>			<u>-387 582</u>	
Total	5 684 895	5 775 499			90 604	
	Dépenses	Recettes	Epargne brute (réel de l'exercice). Mini : 10%	Résultat de l'exercice (réel + ordre)	Résultat global (réel + ordre + reports)	Capacité de désendettement (en années). Maxi : 10 années
CA 2015						
Fct réel de l'ex	4 469 367	5 095 838	626 470 12,29%			CRD au 31.12 de N désend. 3 508 387 5,60
Fct total de l'exercice	4 628 288	5 105 338		477 050		
Fct total avec reports	4 628 288	5 514 044			885 756	
Mt sans RAR	<u>462 059</u>	<u>886 075</u>			<u>424 016</u>	
Total	5 090 348	6 400 119			1 309 771	
CA 2014						
Fct réel de l'ex	4 357 521	5 131 860	774 339 15,09%			CRD au 31.12 de N désend. 3 725 020 4,81
Fct total de l'exercice	4 496 644	5 131 890		635 246		
Fct total avec reports	4 496 644	5 131 890			635 246	
Mt sans RAR	<u>960 541</u>	<u>1 313 623</u>			<u>353 083</u>	
Total	5 457 184	6 445 513			988 329	

RÉSULTAT d'EXECUTION du BUDGET 2019 EN EUROS

SANS RAR

	Résultat clôture de l'exercice précédent 2018	Part affectée à l'investissement	Solde par rapport à l'exécution 2019	Résultat global de clôture (N-1 + N)
Investissement	-461 717,64 €		6 043,52 €	-455 674,12 €
Fonctionnement	1 588 750,39 €	-873 104,74 €	860 106,64 €	1 575 752,29 €
TOTAL.....	1 127 032,75 €	-873 104,74 €	866 150,16 €	1 120 078,17 €

A noter :

Les résultats de clôture 2018 sont corrigés de la reprise des Eau & Assainissement
Sans lesquels le résultat global de clôture serait le suivant :

	Résultat clôture de l'exercice précédent 2018	Part affectée à l'investissement	Solde par rapport à l'exécution 2019	Résultat global de clôture (N-1 + N)
Investissement	-993 506,74 €		6 043,52 €	-987 463,22 €
Fonctionnement	1 372 535,12 €	-873 104,74 €	860 106,64 €	1 359 537,02 €
TOTAL.....	379 028,38 €	-873 104,74 €	866 150,16 €	372 073,80 €

Rapport d'orientation budgétaire

LES ORIENTATIONS 2020

Le budget 2020 présenté a été préparé en amont de la crise sanitaire. Aussi, ce budget reflète les prévisions budgétaires en lien avec une activité habituelle des services exception faite du pôle enfance & jeunesse fortement impacté par l'arrêt des services. Par exemple, baisse des crédits de la restauration scolaire tant en dépenses qu'en recettes. L'enveloppe budgétaire « prévention » a également été modifiée à la hausse afin de prendre en compte toutes les dépenses liées à la protection des agents et de la population contre le covid-19.

1 - LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

■ Les charges à caractère général 2020

Les objectifs de maîtrise des dépenses restent une priorité.

La gestion par enveloppe budgétaire se poursuit et s'affine, les achats sont mutualisés au sein des services autant que possible, les besoins mieux recensés et mis en concurrence.

La connaissance fine de notre budget des charges générales facilite l'exécution budgétaire au plus près de nos réels besoins tout au long de l'exercice budgétaire et l'identification des marges de manœuvre au fil de l'eau.

La baisse enregistrée sur la période 2014-2019 va toutefois se tasser. Il faudra poursuivre une politique rigoureuse en matière de dépenses tout en s'adaptant à l'évolution de notre environnement pour améliorer et moderniser le service rendu à la population notamment si l'accueil de France Services est confirmé.

Cela comprend les dépenses suivantes :

- Les fluides (Eau/Energies/carburants/combustibles) pour 23%
- Les fournitures nécessaires au fonctionnement des services, réparations et entretiens des bâtiments, de la voirie, espaces verts... pour 20%
- Les prestations de services (Maintenance et travaux confiées aux entreprises pour l'entretien et la réparation des biens mobiliers/immobiliers/voirie) pour 20%
- Les assurances et contributions obligatoires (dont impôt) pour 8%
- Les services extérieurs (publication /communication/honoraires) pour 13%
- Les autres fournitures nécessaires au fonctionnement des services généraux / enfance & jeunesse :16%

Ce chapitre comprend pour la quatrième année consécutive des achats de matériels destinés aux travaux d'agenda d'accessibilité programmés sur 6 ans (2017 -2022) réalisés en régie.

■ Les charges de personnel 2020

Malgré la progression induite par le PPCR et le GVT, il sera proposé un budget prévisionnel quasi-équivalent à celui de 2019 soit 2 816 ke.

■ Les charges de gestion courante 2020

Ce chapitre enregistrera une hausse liée notamment à l'accroissement des subventions versées, des admissions en non-valeur, des créances irrécouvrables, des contributions aux organismes de regroupement.

2 - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de gestion courante pour la section de fonctionnement sont stables de BP à BP.

■ Les recettes fiscales 2020

Le budget 2020 étant adopté tardivement cette année, nous avons connaissance des bases fiscales et du produit attendu considérant les taux des taxes foncières inchangés. Le produit total hors compensation progresse de 0.5%.

Ce produit fiscal est composé à 40% des recettes de la taxe d'habitation (TH), pour laquelle une réforme de l'Etat a été engagée depuis 2017.

Avec la suppression de la TH, les communes ne votent plus le taux pour cette taxe en 2020.

La TH sera supprimée en 2023 pour l'ensemble des ménages. En 2021, la part de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements est transférée aux communes. La Loi de finances 2020 prévoit dans le cadre de la suppression de la TH, un transfert de la part de la

TFPB des départements aux communes.

Pour les communes, la loi de finances 2020 prévoit l'instauration d'un coefficient correcteur pour éviter que ce transfert génère des communes gagnantes et des communes perdantes. Ce coefficient sera supérieur à 1 en cas de sous-compensation et inférieur à 1 en cas de surcompensation. Les recettes ainsi obtenues en remplacement de la TH évolueront de manière dynamique au rythme où évolue l'assiette foncière locale. Le montant de la compensation sera établi sur les taux adoptés pour 2017 et sur les bases fiscales 2020. La valeur définitive du coefficient correcteur sera calculée début 2021.

La taxe d'habitation en 2020

• Gel du taux 2020 à sa valeur 2019

Pour la taxe d'habitation, la loi de finances pour 2020 impose le gel du taux de TH à sa valeur 2019.

L'obligation de vote du taux de la TH n'est plus mentionnée par les textes : l'article 1636 B sexies du Code général des impôts (CGI) indique que « les conseils municipaux et les instances délibérantes des organismes de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre votent chaque année les taux des taxes foncières et de la cotisation foncière des entreprises. » Les montants d'abattements appliqués en 2020 sont égaux à ceux de 2019.

La majorité municipale poursuit ses choix de maintenir des taux de la fiscalité directe stable.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taxe d'Habitation (Pour mémoire)	20,38%	20,38%	20,38%	20,38%	20,38%	20,38%	20,38%
Taxe Foncière Bâti	25,50%	25,50%	25,50%	25,50%	25,50%	25,50%	25,50%
Taxe Foncière Non Bâti	132,03 %	132,03 %	132,03 %	132,03 %	132,03 %	132,03 %	132,03 %
CFE	24,12%	24,12%	24,12%	24,12%	24,12%	24,12%	24,12%

■ Les produits du Domaine 2020

Ces recettes progressent peu habituellement. Composées à 83% des produits des services de l'enfance et jeunesse refacturés aux familles, il faut cette année envisager une perte conséquente de ces produits, considérant l'arrêt de nos services tels que la restauration scolaire, l'accueil périscolaire... pendant le confinement suivi d'une reprise partielle.

■ Autres produits de gestion courante 2020

La majorité de ces recettes provient de la location de nos biens. En 2020, ce chapitre enregistre une baisse (cession de pôle emploi en 2019).

■ Les subventions et dotations (Etats et autres organismes)

Compte tenu du vote tardif du budget cette année, nous avons connaissance des montants DGF 2020 tel qu'indiquées dans le tableau ci-dessous :

ANNEES	Forfaitaire	Dotation de solidarité rurale	Dotation Nationale de Péréquation	TOTAL	Variation annuelle en valeur
2014	826 418 €	272 295 €	108 049 €	1 206 762 €	
2015	743 909 €	316 704 €	118 655 €	1 179 268 €	-27 494 €
2016	649 912 €	350 205 €	115 964 €	1 116 081 €	-63 187 €
2017	598 256 €	396 837 €	109 080 €	1 104 173 €	-11 908 €
2018	601 079 €	426 510 €	118 875 €	1 146 464 €	+42 291 €
2019	602 580 €	477 679 €	119 116 €	1 199 375 €	+52 911 €
2020	604 611 €	553 163 €	119 164 €	1 276 938 €	+77 563 €

La DGF est une composante majeure de ce chapitre de recettes : 73% ; le reste des recettes provenant essentiellement de la fiscalité compensée reste stable.


3 - DEPENSES INVESTISSEMENT

Les dépenses nouvelles d'investissement s'établiront à hauteur de 3 millions d'euros.

■ 80% des dépenses recouvrent :

- La réhabilitation extérieure des pavillons,
- L'aménagement intérieur de la Comédie,
- L'aménagement intérieur du pavillon nord,
- Les travaux des espaces publics du centre-ville

Les autorisations de programme / crédits de paiements seront actualisés comme suit :

		Aménagement des espaces publics du centre ville					
N° AP	Libellé	Montant TTC de l'AP DEPENSES	Montant des Crédits de paiements				
			2017	2018	2019	2020	2021
2016- 01 (opération 56)	Aménagements des espaces publics du centre ville	3 390 279 €	347 749 €	1 495 196 €	693 311 €	80 023 €	774 000 €
	Place du 14 juillet		347 749 €	879 287 €	164 319 €		
	Place Espiau		0 €	172 861 €	19 397 €	30 621 €	420 000 €
	Place Clemenceau / MaM		0 €	96 115 €	397 043 €	49 402 €	40 000 €
	Rue Thiers 1ère partie		0 €	346 933 €	111 731 €		4 000 €
	Rue Hoche		0 €	0 €	821 €		310 000 €
<i>A noter: la répartition par site est donnée à titre indicatif, le montant voté en AP/CP porte sur le total.</i>							
- POUR INFORMATION - Financement prévisionnel de L'AP 2016-01							
Dépenses		RECETTES	2017	2018	2019	2020	2021
Travaux et maîtrise d'œuvre	3 390 279 €	FSIPL	90 709 €	305 232 €	538 787 €	0 €	292 702 €
		DETR	- €	154 544 €	217 885 €	21 150 €	147 624 €
		Conseil Départemental	- €	88 660 €	126 000 €	- €	
		FCTVA - prêt relais	57 045 €	245 272 €	113 731 €	13 127 €	126 967 €
		Autofinancement	199 995 €	701 488 €	-303 092 €	45 746 €	206 707 €
		Total	347 749 €	1 495 196 €	693 311 €	80 023 €	774 000 €
							3 390 279 €
<i>Cette information ne fait pas l'objet d'un vote - retrace le réalisé et l'attendu des subventions notifiées.</i>							

Réhabilitation extérieure des pavillons du Château

N° AP	Libellé	Montant TTC de l'AP DEPENSES	Montant des Crédits de paiements				
			2017	2018	2019	2020	2021
2016-02 (opération 59)	Réhabilitation extérieure des pavillons du château Travaux et Moe	3 256 309 €	18 300 €	116 429 €	1 503 945 €	1 199 500 €	418 135 €

- POUR INFORMATION - Financement prévisionnel de L'AP 2016-02

Dépenses	RECETTES	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Travaux et maîtrise d'œuvre	3 256 309 €						
	Subvention FSIPL	- €	4 482 €	347 747 €	118 420 €		470 649 €
	DRAC	- €	6 255 €	148 369 €	144 404 €	122 304 €	421 332 €
	Dept	- €	- €	- €	40 000 €	- €	0 €
	Région MH	- €	- €	60 000 €	114 058 €	53 942 €	228 000 €
	DSIL			85 815 €	153 670 €	46 565 €	286 050 €
	FCTVA - prêt relais	- €	19 099 €	246 707 €	196 766 €	68 591 €	462 572 €
	Autofinancement	18 300 €	86 593 €	615 307 €	432 182 €	126 734 €	1 387 706 €
	Total	18 300 €	116 429 €	1 503 945 €	1 199 500 €	418 135 €	3 256 309 €

Cette information ne fait pas l'objet d'un vote - retrace le réalisé et l'attendu des subventions notifiées.

Réhabilitation intérieure du Château - Pavillon de la Comédie

N° AP	Libellé	Montant TTC de l'AP DEPENSES	Montant des Crédits de paiements (Phase Travaux)			
			2018	2019	2020	Total
2018-01 (opération 61)	Réhabilitation intérieure Pavillon Comédie Travaux et Moe -	956 278 €	- €	31 278 €	925 000 €	956 278 €

- POUR INFORMATION - Financement prévisionnel de L'AP 2018-01

Dépenses	Recettes	2018	2019	2020	Total
Pavillon de la Comédie					
Travaux et maîtrise d'œuvre	956 278 €				
	Contrat ruralité	10 347 €	89 319 €	196 910 €	296 576 €
	Fonds de concours Cré	- €	- €	398 449 €	398 449 €
	FCTVA	- €	5 131 €	151 737 €	156 868 €
	Autofinancement			177 904 €	104 385 €
	Total	- €	31 278 €	925 000 €	956 278 €

Cette information ne fait pas l'objet d'un vote - retrace le réalisé et l'attendu des subventions notifiées.

■ Les autres dépenses porteront notamment sur les opérations suivantes :

- Les dépenses d'équipement sur les bâtiments scolaires (14%) : 390 721€
 - Extension et rénovation de l'école Marie Curie ; 345 500€
 - Menuiseries et changement du sol souple de l'école Jean Jaurès ; 24000 €
 - Equipement extérieur Jean Jaures : 4 761 €
 - Climatisation Marie Curie : 2 740 €
 - Restauration scolaire (travaux) : 6 720 €
 - Création d'une Classe CP à Marcel Pagnol : 7 000
- La vidéo protection ; 48 k€
- L'aménagement de voirie et réseaux : 117 925 €
 - Extension ENEDIS

- Réseau de chaleur
- 3 ralentisseurs trapézoïdal
- Parking d'Arcole
- Bâches protection réserve incendie
- Equipement urbain (Barrières, potelets, poubelles, panneaux...)
- La rénovation des infrastructures sportives et culturelles : 98 227 €
- La participation communale à l'extension et rénovation de la caserne de pompiers, 67 k€
- L'acquisition de matériel pour les différents services : 35 275 €
- La création de France Services : 50 K€

4– RECETTES D'INVESTISSEMENT

En recettes : les emprunts, les dotations et subventions de l'État. On y trouve aussi l'autofinancement correspondant au solde excédentaire de la section de fonctionnement.

Le financement des projets d'investissement est prévu comme suit :

Le financement des projets d'investissement 3 103 743 € est prévu comme suit :

■ Les Recettes financières : 1 637 360€ - 53%

- FCTVA : 341 360 €
- L'emprunt relais FCTVA à hauteur de 300 €
- L'emprunt relais dans l'attente de la perception des subventions (296 k€)
- L'autofinancement à hauteur de 700 000 €

■ Les subventions : 1 179 979 € - 38%

Elle porte principalement sur les opérations en autorisations de programme / crédits de paiements.

Au total 1 174 979 €, telles qu'elles sont indiquées dans le tableau des présentations des AP/CP cela représente par opération les montants suivants :

Op 59 - Réhabilitation extérieure des pavillons	570 552 €
Op 61 - Réhabilitation intérieure pavillon comédie	532 427 €
Op 70 - Extension école Marie Curie	72 000 €

■ L'emprunt : 291 364 € - 9%

Un emprunt d'équilibre sera inscrit à hauteur de 291 364 €

Budget primitif 2020 – Commune

Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré

26 voix pour
0 voix contre
0 abstention

- **APPROUVE** les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2020 ainsi qu'il suit :

Investissement :

- Dépenses : 3 841 615.00 €
- Recettes : 3 242 940.00 €

Fonctionnement :

- Dépenses : 6 302 294.00 €
- Recettes : 6 302.294.00 €

Pour rappel, total budget :

Investissement

Dépenses : 3 912 146.00 € (dont 70 531.00 € de RAR)
Recettes : 3 912 146.00 € (dont 669 206.00 € de RAR)

Fonctionnement

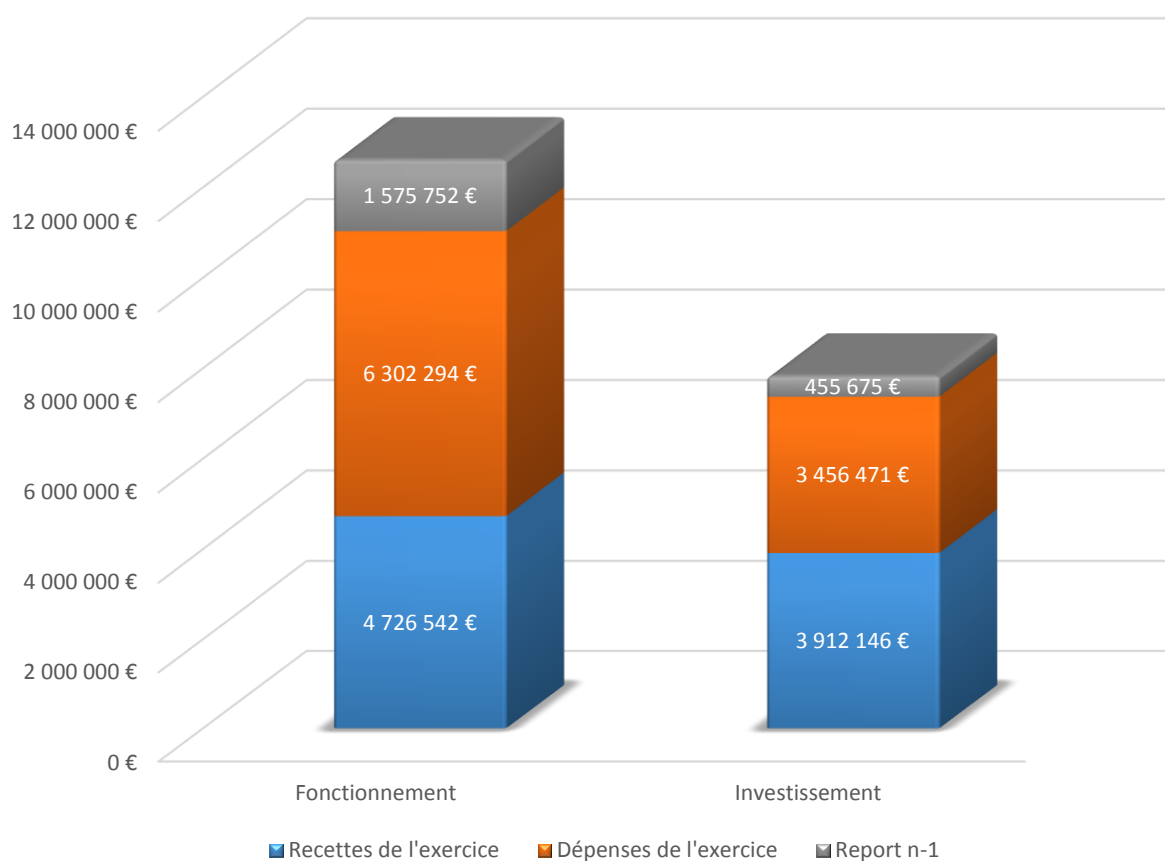
Dépenses : 6 302 294.00 € (dont 0.00 € de RAR)
Recettes : 6 302 294.00 € (dont 0.00 € de RAR)

Publié le 11/08/2020
Visa Préfecture le 03/08/2020

* * * * *

Madame CURIE reprend la parole pour présenter le budget.

1. Budget primitif 2020 - Vue d'ensemble



Le budget s'équilibre en

- **Fonctionnement** pour un montant de 6 302 294 €
- **Investissement** pour un montant de 3 912 146 €

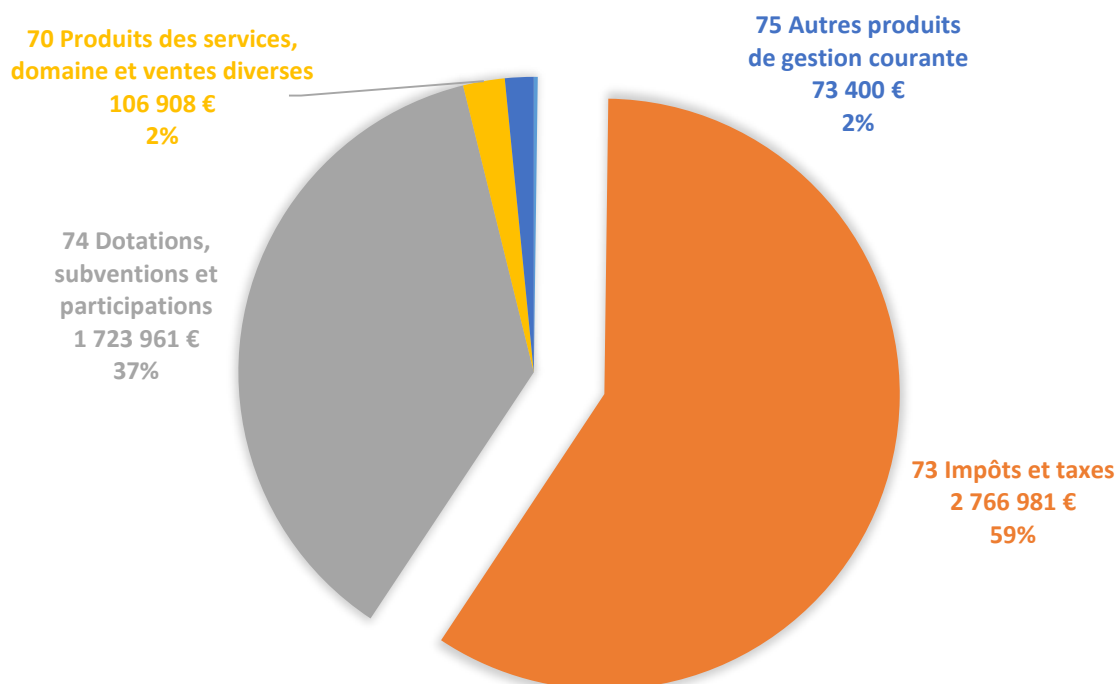
Au total pour un montant de 10 214 440€.

2. Budget primitif 2020 - Section de fonctionnement

FONCTIONNEMENT DEPENSES				Evol BP/BP	
BP 2019		BP 2020			
Opérations réelles		Opérations réelles			
4 854 691 €		5 504 399 €		13%	
011	Charges à caractère général	1 205 050 €	1 186 642 €	-2%	
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 805 600 €	2 816 120 €	0%	
014	Atténuation de produits	0 €	0 €		
65	Autres charges de gestion courantes	620 607 €	748 644 €	21%	
Dont total dépenses de gestion		4 631 257 €		3%	
66	Charges financières	119 659 €	125 310 €	5%	
67	Charges exceptionnelles	17 345 €	12 600 €	-27%	
68	Dotations aux provisions	20 000 €			
022	Dép imprévues	66 430 €	615 083 €		
Opérations d'ordre		667 540 €		20%	
67	Régl comptable suite cessions biens				
042	Dotations aux provisions	105 000 €	97 895 €	-7%	
023	Virement à l'lv	562 540 €	700 000 €		
Dépenses de fonctionnement – Total		5 522 231 €		14%	
D 002	Déficit de fonctionnement reporté de N-1				
TOTAL FCT		6 302 294		14%	

FONCTIONNEMENT RECETTES				Evol BP/BP	
BP 2019		BP 2020			
Opérations réelles		Opérations réelles			
4 695 420 €		4 681 250 €		0%	
O13	Atténuations de charges	30 000 €	10 000 €	-67%	
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	205 300 €	106 908 €	-48%	
73	Impôts et taxes	2 686 500 €	2 766 981 €	3%	
74	Dotations, subventions et participations	1 662 800 €	1 723 961 €	4%	
75	Autres produits de gestion courante	109 820 €	73 400 €	-33%	
Dont total recettes de gestion		4 694 420 €		0%	
76	Produits financiers	–			
77	Produits exceptionnels (dont ventes immob.)	1 000 €			
érations d'ordre		111 615 €		-59%	
042	Reprise sur amortissement		18 412 €		
	Travaux en régie	111 615 €	26 880 €		
Recettes de fonctionnement – Total		4 807 035 €		-2%	
R 002	Excédent de fonctionnement reporté de N-1	499 430 €	1 575 752 €		
TOTAL FCT		6 302 294 €		19%	

3. Budget primitif 2020 - Recettes réelles de fonctionnement



Recettes réelles de fonctionnement	BP 2020
013 atténuation de charges	10 000 €
73 Impôts et taxes	2 766 981 €
74 Dotations, subventions et participations	1 723 961 €
70 Produits des services, domaine et ventes diverses	106 908 €
75 Autres produits de gestion courante	73 400 €
Total	4 681 250 €

4. Budget primitif 2020 - Zoom sur la fiscalité et les dotations

Taux des contributions directes : PROPOSITION		
	2020	évol N-1
Taxe Foncière Bâti	25,50%	0,00%
Taxe Foncière Non Bâti	132,03%	0,00%
CFE	24,12%	0,00%

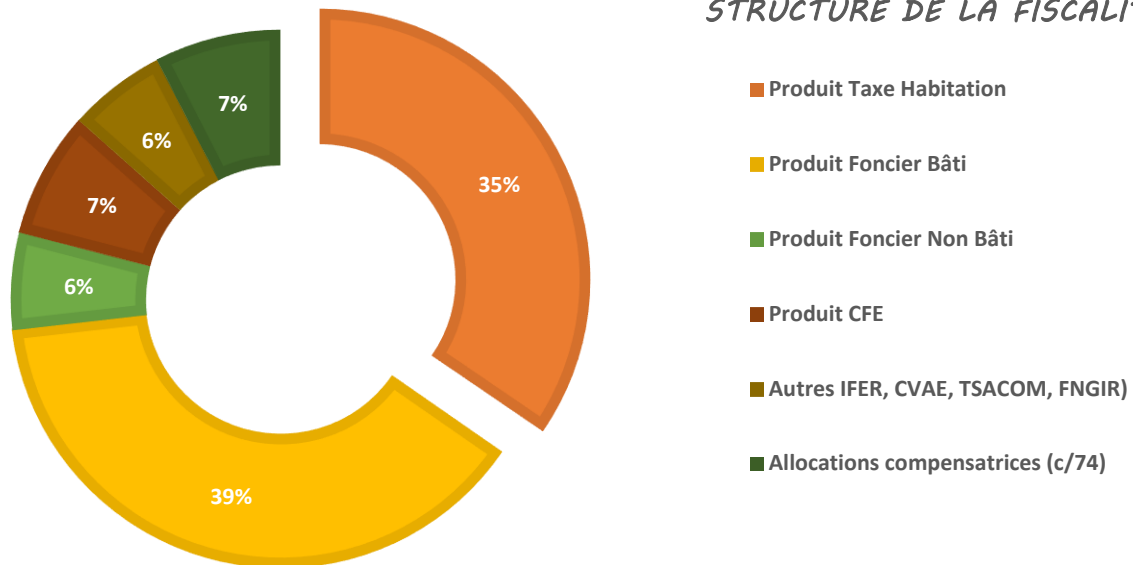
La taxe d'habitation en 2020

- Gel du taux 2020 à sa valeur 2019

La loi de finances pour 2020 impose le gel du taux de TH à sa valeur 2019.

	2020
Produit Taxe Habitation	1 020 834 €
Produit Foncier Bâti	1 139 700 €
Produit Foncier Non Bâti	171 771 €
Produit CFE	223 158 €
Autres IFR, CVAE, TSACOM, FNGIR)	173 318 €
Allocations compensatrices (c/74)	222 407 €
Total	2 951 188 €

STRUCTURE DE LA FISCALITE 2020

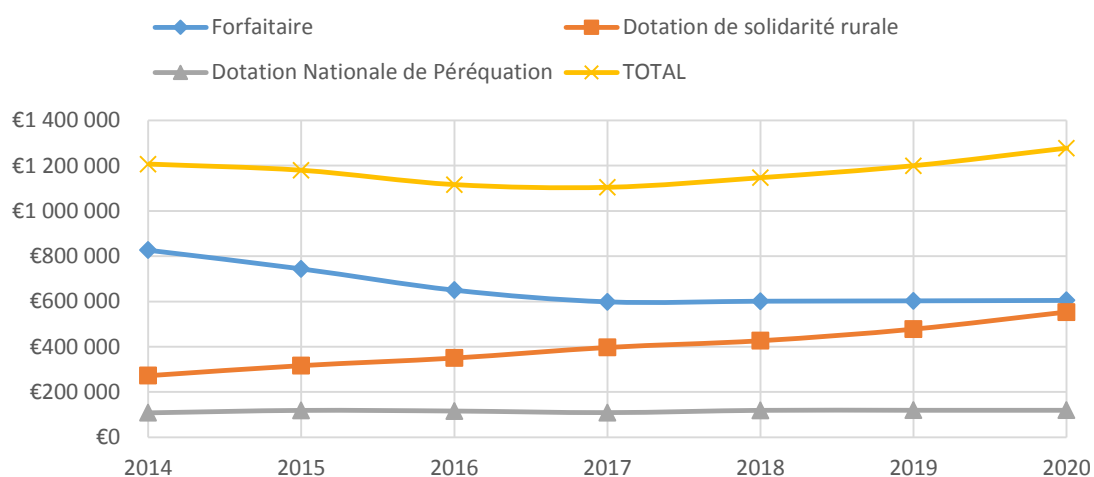


Budget primitif 2020 - Zoom sur les dotations

La dotation globale de fonctionnement

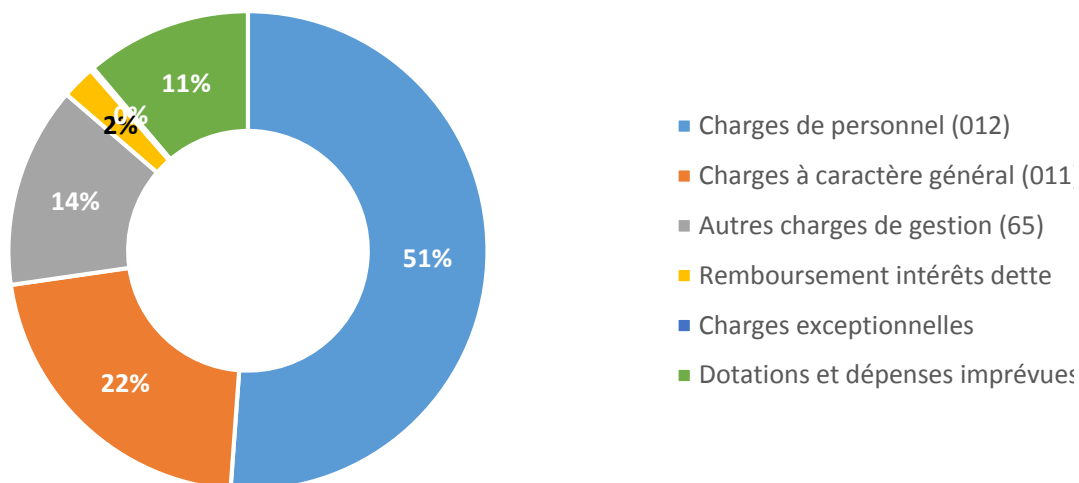
ANNEES	Forfaitaire	Dotation de solidarité rurale	Dotation Nationale de Péréquation	TOTAL	Variation annuelle en valeur
2014	826 418 €	272 295 €	108 049 €	1 206 762 €	
2015	743 909 €	316 704 €	118 655 €	1 179 268 €	-27 494 €
2016	649 912 €	350 205 €	115 964 €	1 116 081 €	-63 187 €
2017	598 256 €	396 837 €	109 080 €	1 104 173 €	-11 908 €
2018	601 079 €	426 510 €	118 875 €	1 146 464 €	+42 291 €
2019	602 580 €	477 679 €	119 116 €	1 199 375 €	+52 911 €
2020	604 611 €	553 163 €	119 164 €	1 276 938 €	+77 563 €

EVOLUTION DGF 2014 -2020



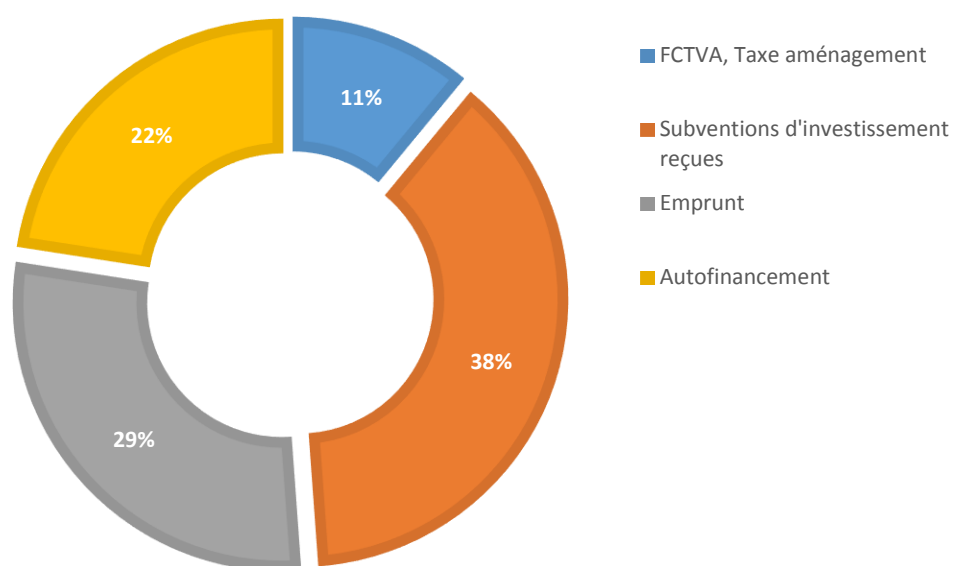
5. Budget primitif 2020 - Dépenses réelles de fonctionnement

BP 2020



Dépenses réelles de fonctionnement		BP 2020
012	Charges de personnel (012)	2 816 120 €
011	Charges à caractère général (011)	1 186 642 €
65	Autres charges de gestion (65)	748 644 €
66	Remboursement intérêts dette	125 310 €
67	Charges exceptionnelles	12 600 €
22	Dotations et dépenses imprévues	615 083 €
Total		5 504 399 €

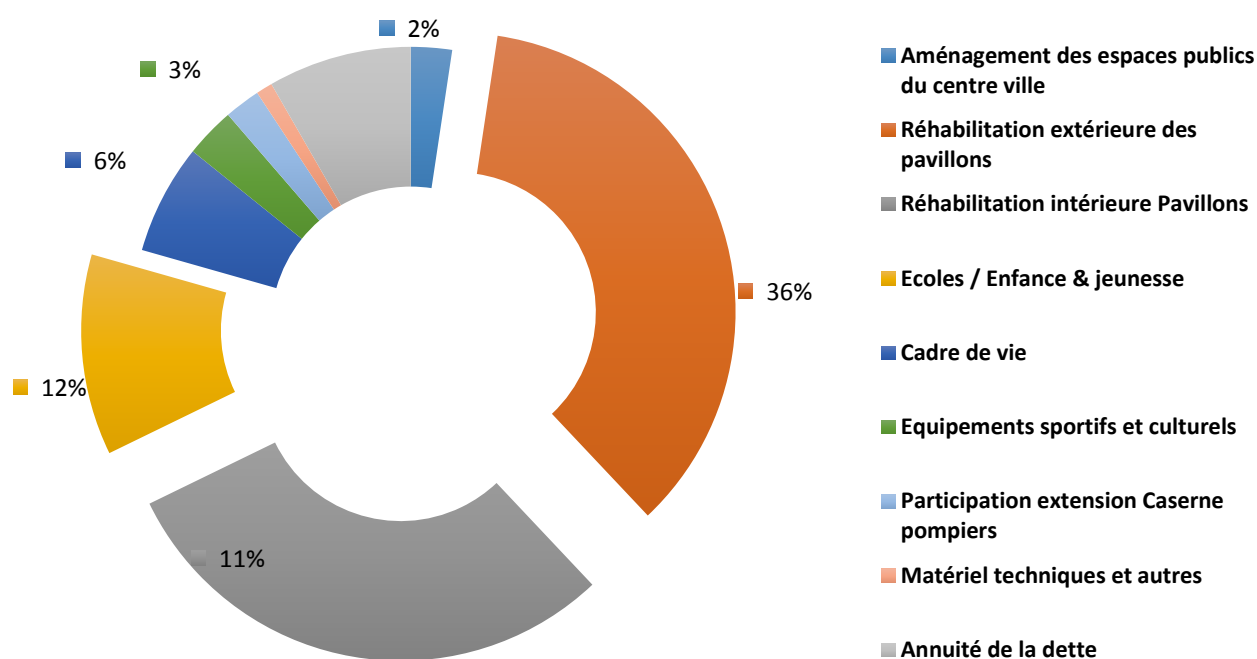
6. Budget primitif 2020- Recettes réelles d'Investissement



Recettes réelles d'investissement		BP 2020
10	FCTVA, Taxe aménagement	341 360 €
13	Subventions d'investissement reçues	1 174 979 €
16	Emprunt	887 364 €
Total		2 403 743 €

A cela s'ajoute l'autofinancement réservé de la section de fonctionnement vers la section d'investissement pour un montant de 700 000 €.

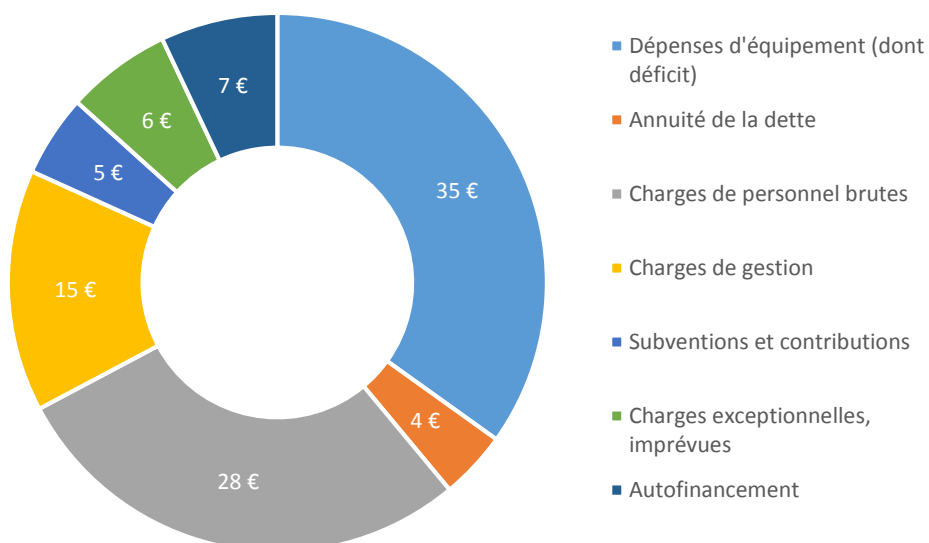
7. Budget primitif 2020 - Dépenses d'Investissement – Domaines d'intervention



Dépenses d'équipement par domaine	BP 2020
Aménagement des espaces publics du centre-ville	80 023 €
Réhabilitation extérieure des pavillons	1 199 500 €
Réhabilitation intérieure Pavillons	1 004 846 €
Ecoles / Enfance & jeunesse	391 461 €
Cadre de vie	214 421 €
Equipements sportifs et culturels	97 541 €
Participation extension Caserne pompiers	70 000 €
Matériel techniques et autres	32 085 €
Annuité de la dette	280 000 €
TOTAL	3 369 877 €

8. Budget primitif 2020 – Total des dépenses

Pour 100 € de dépenses



FONCTIONNEMENT & INVESTISSEMENT	BP 2020
Total des dépenses réelles	
Dépenses d'équipement (dont déficit)	3 475 021 €
Annuité de la dette	405 310 €
Charges de personnel brutes	2 816 120 €
Charges de gestion	1 446 897 €
Subventions et contributions	488 389 €
Charges exceptionnelles, imprévues	627 683 €
Autofinancement	700 000 €
Total	9 959 420 €

Monsieur SAUVAUD fait une aparté en remerciant Monsieur le Maire pour ce qu'il a dit en préambule. Avant même d'être maire, il a toujours considéré qu'il fallait que le budget soit voté par la nouvelle équipe, il se trouve que cette année les circonstances ont fait qu'on le vote très tardivement, mais à son tour il voudrait remercier Madame CURIE et l'ensemble des services pour les efforts effectués, et pour cette rétrospective qui démontre une gestion communale, la nouvelle municipalité aura sa propre gestion.

Il ajoute que pour la très grande majorité du conseil municipal, c'est le premier budget, et on voit la complexité d'un budget communal, aussi ça lui donne l'occasion de dire qu'une Commission Finances permettrait peut-être à chacun de prendre plus rapidement connaissance de la construction et de l'exécution budgétaire, et d'avoir une vue plus précise de la gestion d'une commune. Enfin, il termine par le fait qu'il connaît ce budget parfaitement, il n'y aura pas d'opposition de leur part à cette adoption.

Monsieur le Maire dit qu'ils ont vu le budget dans lequel ils tacheront d'ajouter leur touche personnelle, ils seront peut-être plus ambitieux, bien ou pas bien, la ville d'Aiguillon n'est pas très endettée, il y a beaucoup à faire, des projets à monter, mais il les remercie encore.

Détermination des taux d'imposition 2020

Monsieur le Maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2331-1 à L. 2331-4,

Les collectivités font connaître chaque année aux services fiscaux, par l'intermédiaire des services préfectoraux, leurs décisions relatives aux taux (ou aux produits) des impôts directs locaux. La date limite de cette notification est identique à la date limite de vote du budget primitif.

L'obligation de vote du taux de la TH n'est plus mentionnée par les textes : l'article 1636 B sexies du Code général des impôts (CGI) indique que «les conseils municipaux et les instances délibérantes des organismes de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre votent chaque année les taux des taxes foncières et de la cotisation foncière des entreprises.»

Les communes ne peuvent donc faire usage de leur pouvoir de taux mais aussi de leur pouvoir d'assiette sur la taxe d'habitation en 2020 : les montants d'abattements appliqués en 2020 sont égaux à ceux de 2019.

Dans le cadre du vote du budget primitif 2020, Monsieur le Maire propose à l'assemblée, pour percevoir le produit attendu au titre de la fiscalité directe locale nécessaire à l'équilibre du budget, de maintenir les taux d'imposition de l'année 2019.

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour
0 voix contre
0 abstention

- DÉTERMINE pour l'année 2020, les taux d'imposition des taxes directes locales et de CFE suivants :

	Taux 2020
Taxe sur le foncier bâti	25,50%
Taxe sur le foncier non bâti	132,03%
CFE	24,12%

Publié le 11/08/2020

Visa Préfecture le 29/07/2020

Révision des Autorisations de Programme / Crédits de Paiement (AP/CP)

Monsieur le Maire soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

L'autorisation de programme (AP) constitue la limite supérieure du financement d'un équipement ou d'un programme d'investissement donné. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme. Le budget de l'année N ne tient compte que des CP de l'année.

Cette procédure améliore la visibilité financière des engagements de la collectivité à moyen terme en formalisant une dépense dont le paiement s'étendra sur plusieurs exercices sans en faire supporter l'intégralité à son budget en risquant de prévoir la mobilisation d'emprunt par anticipation.

Les autorisations de programme peuvent être révisées par le Conseil municipal en volume global mais aussi au niveau des crédits de paiement pour coller plus étroitement à la réalité de l'avancement du projet et des dépenses y afférentes.

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face (FCTVA, subventions, autofinancement, emprunt). La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

L'équilibre annuel budgétaire s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement inscrits au budget. Chaque année, le projet de budget est accompagné d'une situation au 1er janvier de l'exercice considéré, des autorisations de programmes votées antérieurement et de l'état de consommation des crédits correspondants.

De même, au moment du vote du compte administratif, une annexe supplémentaire comporte la situation, arrêtée au 31 décembre de l'année, des autorisations de programme et de leurs crédits de paiement.

Les autorisations de programme et d'engagement permettent d'assurer le lien entre les exercices. Dans l'attente du vote du budget primitif, l'exécutif peut liquider et mandater les

dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée lors d'exercices antérieurs, dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme. Les crédits correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption.

Vu les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement ;

Par délibération en date du 7 mars 2017, du 28 février 2018, du 26 février 2019 puis du 10 décembre 2019, le Conseil Municipal a adopté les autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) suivants :

- Opération 56 – 2016-01 : Aménagement des Espaces Publics du Centre-Ville
- Opération 59 – 2016-02 : Réhabilitation extérieure des pavillons du Château
- Opération 61 – 2018-01 : Réhabilitation intérieure du Pavillon de la Comédie
- Opération 62 – 2019-01 : Réhabilitation intérieur du Pavillon Nord

Ces AP-CP évoluent en fonction de l'avancement des projets (Estimation, attribution de marchés, exécution des travaux).

Il est proposé au Conseil Municipal de les modifier tel qu'indiqué en annexe afin d'être au plus près de la réalité de l'exécution de ces programmes.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour
0 voix contre
0 abstention

- **APPROUVE** le rapport ci-dessus énoncé,
- **ADOpte** les programmes et les crédits de paiement (AP/CP) pour l'aménagement des espaces publics, la réhabilitation extérieure et la réhabilitation intérieure des pavillons du Château comme joint en annexe.
- **DÉSIGNE** Monsieur le Maire pour signer toutes les pièces relatives à l'exécution de la présente délibération.

*Publié le 11/08/2020
Visa Préfecture le 29/07/2020*

Madame CURIE indique que nous retrouvons les opérations débutées en 2016. Pour les recettes des AP/CP, ce n'est qu'à titre informatif, on vote ici uniquement les dépenses.

Aménagement des espaces publics du centre ville

N° AP	Libellé	Montant TTC de l'AP DEPENSES	Montant des Crédits de paiements				
			2017	2018	2019	2020	2021
2016- 01 (opération 56)	Aménagements des espaces publics du centre ville	3 390 279 €	347 749 €	1 495 196 €	693 311 €	80 023 €	774 000 €
	Place du 14 juillet		347 749 €	879 287 €	164 319 €		
	Place Espiau		0 €	172 861 €	19 397 €	30 621 €	420 000 €
	Place Clemenceau / MaM		0 €	96 115 €	397 043 €	49 402 €	40 000 €
	Rue Thiers 1ère partie		0 €	346 933 €	111 731 €		4 000 €
	Rue Hoche		0 €	0 €	821 €		310 000 €

A noter: la répartition par site est donnée à titre indicatif, le montant voté en AP/CP porte sur le total.

- POUR INFORMATION - Financement prévisionnel de L'AP 2016-01

Dépenses	RECETTES	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Travaux et maîtrise d'œuvre	3 390 279 €						
	FSIPL	90 709 €	305 232 €	538 787 €	0 €	292 702 €	1 227 431 €
	DETR	- €	154 544 €	217 885 €	21 150 €	147 624 €	541 203 €
	Conseil Départemental	- €	88 660 €	126 000 €	- €		214 660 €
	FCTVA - prêt relais	57 045 €	245 272 €	113 731 €	13 127 €	126 967 €	556 141 €
	Autofinancement	199 995 €	701 488 €	-303 092 €	45 746 €	206 707 €	850 844 €
	Total	347 749 €	1 495 196 €	693 311 €	80 023 €	774 000 €	3 390 279 €

Cette information ne fait pas l'objet d'un vote - retrace le réalisé et l'attendu des subventions notifiées.

Réhabilitation extérieure des pavillons du Château

N° AP	Libellé	Montant TTC de l'AP DEPENSES	Montant des Crédits de paiements				
			2017	2018	2019	2020	2021
2016-02 (opération 59)	Réhabilitation extérieure des pavillons du château Travaux et Moe	3 256 309 €	18 300 €	116 429 €	1 503 945 €	1 199 500 €	418 135 €

- POUR INFORMATION - Financement prévisionnel de L'AP 2016-02

Dépenses	RECETTES	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Travaux et maîtrise d'œuvre	3 256 309 €						
	Subvention FSIPL	- €	4 482 €	347 747 €	118 420 €		470 649 €
	DRAC	- €	6 255 €	148 369 €	144 404 €	122 304 €	421 332 €
	Dept	- €	- €	- €	40 000 €	- €	0 €
	Région MH	- €	- €	60 000 €	114 058 €	53 942 €	228 000 €
	DSIL			85 815 €	153 670 €	46 565 €	286 050 €
	FCTVA - prêt relais	- €	19 099 €	246 707 €	196 766 €	68 591 €	462 572 €
	Autofinancement	18 300 €	86 593 €	615 307 €	432 182 €	126 734 €	1 387 706 €
	Total	18 300 €	116 429 €	1 503 945 €	1 199 500 €	418 135 €	3 256 309 €

Cette information ne fait pas l'objet d'un vote - retrace le réalisé et l'attendu des subventions notifiées.

Réhabilitation intérieure du Château - Pavillon de la Comédie

N° AP	Libellé	Montant TTC de l'AP DEPENSES	Montant des Crédits de paiements (PhaseTravaux)			
			2018	2019	2020	Total
2018-01 (opération 61)	Réhabilitation intérieure Pavillon Comédie Travaux et Moe -	956 278 €	- €	31 278 €	925 000 €	956 278 €

- POUR INFORMATION - Financement prévisionnel de L'AP 2018-01

Dépenses		Recettes		2018	2019	2020	Total
Pavillon de la Comédie							
Travaux et maîtrise d'œuvre	956 278 €	Contrat ruralité	10 347 €	89 319 €	196 910 €	296 576 €	
		Fonds de concours Cte	- €	- €	398 449 €	398 449 €	
	Cette information ne fait pas l'objet d'un vote - retrace le réalisé et l'attendu des subventions notifiées.	FCTVA	- €	5 131 €	151 737 €	156 868 €	
		Autofinancement			177 904 €	104 385 €	
		Total	- €	31 278 €	925 000 €	956 278 €	

Cette information ne fait pas l'objet d'un vote - retrace le réalisé et l'attendu des subventions notifiées.

RESSOURCES HUMAINES

Recensement de la population – Désignation du coordonnateur communal et rémunération des agents enquêteurs

Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré

26 voix pour
0 voix contre
0 abstention

- **DÉSIGNE** Monsieur Alain LAFON, adjoint au maire, comme coordonnateur communal d'enquête chargé de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement pour l'année 2021.
Il bénéficiera pour l'exercice de cette activité :
 - du remboursement de ses frais de mission en application de l'article L2123-18 du CGCT,
- **INSCRIT** les crédits nécessaires au budget communal 2021
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à cette affaire.

Publié le 11/08/2020
Visa Préfecture le 29/07/2020

* * * * *

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Approbation de la convention de servitude entre la Commune d'Aiguillon et le SDEE 47 – Affaire EFPUB Chaudière Bois

Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré

26 voix pour
0 voix contre
0 abstention

- **ACCEPTE** les termes de la convention jointe,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention de servitude ainsi que les actes authentiques correspondants.

Publié le 11/08/2020
Visa Préfecture le 29/07/2020

* * * * *

Convention de mise à disposition du domaine public communal entre la Ville d'Aiguillon et Madame Christelle FRAISSE-CIROU – Apicultrice – Avenant n°1

Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré

26 voix pour
0 voix contre
0 abstention

- **ACCEPTE** les termes de l'avenant joint,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

Publié le 11/08/2020

Visa Préfecture le 29/07/2020

* * * * *

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur PEDURAND dit qu'ils sont tous élus, qu'ils lisent les documents, le Maire aura des articles à citer très longs, il demande s'il peut abréger sur cette partie, car pour certaines délibérations il peut y avoir une quarantaine de référence.

Monsieur le Maire dit prendre note de cette remarque.

Madame LEVEUR dit qu'ils ont quand-même les documents, donc les articles attendus ne sont pas indispensables.

Monsieur SAUVAUD demande comment va l'agent municipal infecté du Covid-19 et qu'elles sont les conséquences sur les services. On a des villes qui prennent des arrêtés beaucoup plus impératifs en matière de protection individuelle et de comportement, il demande si cela va avoir des répercussions sur Aiguillon.

Monsieur le Maire répond que ce monsieur est confiné chez lui, il n'est pas hospitalisé. Des mesures ont été prises de suite, les personnes le côtoyant ont été mises en quarantaine aussi. Les tests ont été faits aujourd'hui, on renouvelle les recommandations des gestes barrières. Que faire d'autre ? Il ne sait pas ! Il demande ce que font les autres communes de bien différent.

Monsieur SAUVAUD répond qu'il a vu à Nice, par exemple, que le port du masque a été rendu obligatoire dans la rue.

Madame BIENVENU dit que sa fille habite à Nice et que personne ne porte le masque, c'est inconcevable.

Monsieur le Maire dit qu'il pense qu'on est une population plus disciplinée qu'à Nice. De nos campagnes, ici, c'est quand-même plus paisible, nous restons très attentifs. A ce jour, Aiguillon compte très peu de cas, quatre.

Madame CAPDEVILLE répond qu'il y en a eu d'autres mais que nous ne sommes pas au courant.

Madame LEVEUR répond que c'est une information secrète.

Monsieur le Maire dit qu'il pense qu'il n'y a pas lieu de s'affoler, montrer l'exemple, mettre les masques, ils vont prendre des mesures pour les marchés nocturnes du jeudi soir, le premier a

connu un franc succès, mais il va falloir réexpliquer les recommandations, nous sommes dans une période à risque.

Monsieur PEDURAND demande quand aura lieu le prochain conseil municipal, courant septembre ou octobre.

Monsieur le Maire répond qu'il aura lieu fin septembre.

Monsieur SAUVAUD demande si on gardera ce jour-là et ces horaires.

Monsieur le Maire répond que oui, si cela convient à tout le monde.

* * * * *

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne prenant plus la parole, la séance est levée à 20h20.

Le Maire,

La secrétaire, Emilie VINCENT

Et ont signé les membres présents :

Catherine LARRIEU

Eric LE MOINE

Emilie VINCENT

Alain LAFON

Marie-Thérèse LIPIN

Christophe MELON

Marie-Pierre BIENVENU

James LONGUET

Michèle BEUTON

Henri NEBLE

Joël JACOB

Bernadette CAPDEVILLE

Didier CAMPAN

Luz MELON

Estelle LONGUET

Céline BRESSANINI

Thierry BORDIN

Paula DA CUNHA RIBEIRO
BAPTISTA

Rémy SERGENT

Brigitte LEVEUR

Jean-François SAUVAUD

Michel DAMEZ

Michel PEDURAND

Laurence DUCOS

Martine TOULMONDE

Aline TRABUT